

# **4ième réunion du comité lillois de l'appel des appels**

**6 mai 2009 à 18h30 à la MRES de Lille**

*Préambule: ce compte-rendu tente de retracer les principaux éléments de discussion mais ne peut être exhaustif. Les secteurs de la santé, du social, de l'éducation et de l'information étaient représentés lors de cette réunion.*

## **Ordre du jour:**

- pistes d'organisation du fonctionnement du comité lillois,
- travail sur l'organisation d'une réunion à destination des acteurs des différents secteurs.

## **Pistes d'organisation du fonctionnement du comité lillois**

*Un document de préparation a été présenté, vous pouvez le trouver sur le site. Il est conseillé de le lire avant de lire les paragraphes suivant car ils y font référence.*

Dans les discussions, il a été rappelé que des contacts ont eu lieu du côté du secteur de la Justice et de l'Information, même si cela ne s'est pas encore traduit par une participation effective lors des réunions. Des participants signalent que des contacts peuvent être pris du côté du secteur de la Culture.

La question de l'articulation entre les comités locaux et le niveau national a été posé. Il semblerait qu'il y ait une volonté de rester sur une structure légère national qui insufflerait l'activité dans les comités locaux. Lors de la dernière journée nationale à Montreuil, un temps de restitution pour les comités locaux était prévu. L'idée de création des comités est très proche de celles des comités qui avaient été initié par Sauvons La Recherche.

Concernant la visibilité du comité, il est proposé d'avoir des "correspondants" identifiés dans les différents secteurs qui pourront être des relais sur leur lieu de travail. Il a aussi été rappelé qu'une banderole et un tract sont disponibles et qu'ils peuvent être utilisés lors de manifestations sectorielles (ce principe a bien fonctionné lors de la manifestation du 19 mars et du 1er mai).

La question de l'enrichissement du site internet a été abordé. Les différents secteurs vont faire un travail de synthèse pour identifier les sites et documents de synthèse qui sont accessibles au grand public, pour que l'on puisse ensuite nourrir le site du comité local. Cela permettra à chacun de mieux comprendre les problématiques des autres secteurs. Il faut aussi se poser à terme la question d'un nom de domaine (actuellement, c'est appel.lille1.fr) et d'un hébergement distinct du site de mobilisation de l'université de Lille I (solution actuelle car la plus simple à mettre en oeuvre).

## **Travail sur l'organisation d'une réunion à destination des acteurs des différents secteurs**

*Un document de préparation a été présenté, vous pouvez le trouver sur le site. Il est conseillé de le lire avant de lire les paragraphes suivant car ils y font référence. Difficile de retracer l'ensemble des échanges qu'il y a eu. Vous trouverez ci-dessous les notes qui ont été prises qui parfois peuvent sembler redondantes.*

Concernant l'organisation de cet événement, nous étions partis lors de la réunion précédente sur

l'idée d'identifier des mots-clés qui soient transversaux aux différents secteurs. L'objectif est double: cela permet à chaque secteur d'avoir sa résonance propre sur le mot tout en donnant une homogénéité sur l'ensemble des secteurs puisqu'ils s'expriment sur le même mot. Un participant signale qu'à Montpellier, un titre fédérateur avait été choisi pour communiquer sur l'événement: « non à la tyrannie de la marchandisation » ([http://sud-arl.org/spip.php?page=evenement&id\\_article=2258](http://sud-arl.org/spip.php?page=evenement&id_article=2258)).

Les notes qui suivent retracent les bribes de conversation, désolé si tout cela n'est pas très structuré, j'ai fait mon possible pour regrouper les idées/thèmes:

- il est important de distinguer les notions d'institution et d'organisation. Il faut revaloriser le rapport à des valeurs et à des fins, plutôt qu'à l'efficacité et aux moyens. N'oublions pas cependant, que parfois il y a les valeurs, mais l'organisation empêche de les réaliser car les lois obligent à devenir des gestionnaires et il y a des problèmes de moyens avec des financements non adaptés aux besoins. Une institution n'est pas une entreprise ! Mais les mode de gestion importés du monde de l'entreprise viennent heurter les valeurs, qui ne deviennent que des choses éthérées. Il faudrait que cet écart apparaisse dans les témoignages.
- on arrive à des situations où un acte entre en contradiction avec les valeurs pour lesquelles on s'est engagé dans ce métier (cette vocation !). Et si je le fais, je me trahi moi même. Tout cela les métiers qui demandent une vocation (soin, éducation, social...).
- il y a aussi le processus de réification ([http://www.larousse.fr/ref/nom-commun-nom/reification\\_86932.htm](http://www.larousse.fr/ref/nom-commun-nom/reification_86932.htm)) qui se traduit par une réduction de l'humain à une chose. Il s'agit de mieux contrôler, mieux échanger pour mieux vendre. On en arrive au sujet « entrepreneur de lui même » (Foucault) à l'image d'une micro-entreprise auto-gérée (Gori).
- ce contrôle passent par la définition d'indicateurs, mais lorsque l'on s'adresse à l'humain, c'est tellement complexe, que ce n'est pas « complet ». Cela n'empêche pas certains d'exploiter ces critères ensuite comme des mesures, alors qu'il ne rendent pas compte de l'ensemble de l'activité. En se basant sur des critères purement quantitatif, souhaite-t-on en revenir aux « box » de gynécologie dans les hôpitaux comme à la fin des années 70 ?
- chaque institution dispose d'une certaine souveraineté qui provient de ses valeurs et de la légitimité que l'on accorde collectivement à ses fins. Il faut remettre en avant cette priorité à des valeurs à l'encontre de l'efficacité et sortir de la dynamique de l'urgence pour se réaccorder du temps pour nouer des rapports humains.
- cette obsession de l'évaluation induit aussi la définition de catégorie permettant de « classer » de plus en plus ceux pouvant accéder aux services publics car les moyens ne sont pas là. Untel peut accéder à ce dispositif car il rentre dans tel ou tel critère. Il faut se battre contre cette catégorisation des personnes. Certaines expressions risquent de ne plus être désuètes: « C'est l'hôpital qui se fout de la charité » utilisée à l'époque des mouvoirs !
- retour concret sur la notion de rentabilité à l'hôpital: dans certains services traitant de maladies graves, suivant en cela le discours purement gestionnaire et comptable de la direction, les missions ne sont mêmes plus formulées aux équipes en termes de qualité des soins ou de prise en charge du malade, mais redéfinies en termes de "contrat d'objectif" dont la visée ultime est désormais "l'augmentation du chiffre d'affaire", au nom duquel il est demandé d'atteindre un objectif quantifié "d'entrées supplémentaires" (comprendre : "nouveaux malades"). Quel est le système qui permet à un moment donné de passer la ligne jaune entre un service public et un service marchand ? On entre dans un système néolibéral qui amène les gens à se réjouir qu'il y ait de plus en plus de malades (enfin, ceux « rentables ») ! Même si il n'est pas anormal de se fixer des objectifs, ceux des services publics ne correspondent pas à ceux des entreprises. Sinon, on va arriver à la situation décrite par Grimaldi (<http://www.monde-diplomatique.fr/2006/09/GRIMALDI/13925>) sur la tarification à l'activité ou il vaut mieux amputer un patient que lui faire des soins chroniques à long terme ...
- de même, dans le travail social, la « rentabilité » amène à ce type d'interrogation: comment

le social fait des accompagnements « contraints » (ie. ar les lois ou moyens), une sorte de certification ISO du travail social !

- rentabilité dans le domaine pharmaceutique: il suffit de créer de nouvelles maladies en quelque sorte pour mieux vendre des médicaments. C'est de la segmentation marketing: on peut trouver des dépressifs partout ! (<http://pharmacritique.20minutes-blogs.fr/>).
- on peut s'interroger aussi sur la capacité de l'humain à se plier et se résigner. L'expérience de Milgram est frappante sur ce point ([http://fr.wikipedia.org/wiki/Exp%C3%A9rience\\_de\\_Milgram](http://fr.wikipedia.org/wiki/Exp%C3%A9rience_de_Milgram)). Eichman était juste un fonctionnaire extrêmement zélé, ce qu'Hannah Arendt appelait « la banalité du mal » ([http://fr.wikipedia.org/wiki/Banalit%C3%A9\\_du\\_mal](http://fr.wikipedia.org/wiki/Banalit%C3%A9_du_mal)). Freud expliquait qu'à un moment donné ce qui fait que l'on se soumet à un *leader* est que l'on projette son idéal sur cette personne. On obéit passionnellement et à partir où la passion remplace la raison tout peut arriver. On retrouve cela à différente échelle dans le management, par des formes d'aliénation de collègue par l'affectif ou encore par des jeux de séduction pour faire passer un message professionnel.
- commençons par lutter contre la « novlangue » (<http://fr.wikipedia.org/wiki/Novlangue>). Attention à l'importance du langage et des mots ! En employant ce langage, on commence à penser d'une certaine façon. Observons la manière dont le langage est utilisé dans la publicité ... on tend à une restriction du langage humain à la seule « communication ». A un usage totalitaire de la langue, où il faut tout mesurer, tout objectiver. En orthophonie, on ne parle même plus de la parole ! On ne tient plus compte de la vie psychique. Et tout cela au moyen de mesures de contrôle, de normalisation par des experts désignés et de rétorsion ... Il faut que les patients utilisent une langue toute faite, plus d'équivoque, plus d'interprétation.
- on tombe sur les même travers sur la question du symptôme: on passe d'une culture de la fonction et du sens du symptôme, à une culture médicale: le symptôme est ce qu'il faut éradiquer, plutôt qu'expliquer et comprendre. La parole est réduite à une transmission d'information. Ce phénomène est malheureusement apparu depuis plusieurs années dans le champs psycho-patho.
- autre réflexion sur un mot: quelle est la signification du terme « professionnel » ? Interprétation « américaine »: « Savoir défendre l'intérêt du client qui vient chercher nos services ». Il faut remettre en question non seulement la marchandisation radicale, mais aussi une certaine dynamique démarrée il y a une trentaine d'année.
- Finalement, il y a aussi la question fondamentale du « pourquoi » tous ces changements ? Pour quel objectif ? Avoir des résultats immédiats, à court terme ? (demander à Marnix qui avait parlé d'une thèse et d'un auteur des années 60 ou 70). Foucault avait fait cette observation sur la manière dont un état met en place des moyens de contrôle de la population (la peste à permis l'instauration d'un maillage territorial). La mise en place d'une société de contrôle, où il faut rendre compte de ce que l'on a à faire au lieu de le faire. Toute cela nous amène aussi vers une société de plus en plus sécuritaire ...

A l'intersection de nos interrogations sur l'importance des mots que l'on choisit et sur la caractérisation des domaines/secteurs concernés au premier chef par l'appel des appels, nous nous sommes interrogés sur la question de l'« l'objet » du comité lillois: on ne s'adresse pas qu'au « secteur public », préfère-t-on « service au public », ou « service à la personne », ou encore « secteur non marchand ». Le terme « service » n'est-il pas aussi sujet à caution ?

La réunion s'est achevée sur l'identification des mots-clés sur lesquels le comité va effectuer un premier travail de résonance par rapport aux différents secteurs représentés et qui seraient ensuite proposées aux personnes souhaitant apporter leur témoignage.

Liste des mots-clés proposés: **évaluation, concurrence, humain, gestion, (nov)langue, individu.**